

Le fondateur de l'Opus Dei dans la guerre d'Espagne (Josémaria Escriva de Balaguer, 1902-1975)

12 déc. 2012

Les lettres et carnets du fondateur de l'Opus Dei, Josémaria Escriva, révélés récemment par un de ses biographes, Andrés Vazquez de Prada, témoignent du vécu des catholiques espagnols au temps de la Deuxième République, jusqu'à sa chute à l'issue

de la guerre civile. Ils apportent aussi un éclairage inédit sur les premières années de l'Opus Dei, que certains ont prétendu lier à cette période de l'histoire d'Espagne ou à celle qui a suivi, au risque de tomber dans l'anachronisme et l'amalgame.

Une période historique ne s'appréhende pas seulement par les grands événements, mais aussi par les témoignages de ceux qui l'ont vécue. L'histoire personnelle de Josémaria Escriva de Balaguer (1902-1975), a coïncidé un temps avec celle de la Deuxième République espagnole (1931-1939), morte d'une guerre civile. On a longtemps voulu assimiler l'*Opus Dei*, qu'il avait fondé huit ans plus tôt, au régime qui suivit, en raison des charges ministérielles qui devaient être assumées par certains de ses membres à partir de la fin des années 50. Mais les faits et gestes du fondateur à l'époque dramatique

dont nous parlons ne concernent pas tant cette institution qu'ils n'éclairent la situation des catholiques espagnols dans leur ensemble.

Lorsque la guerre éclate, Josémaria a trente-quatre ans. Il est prêtre depuis onze ans. Né à Barbastro, dans le Haut-Aragon, c'est à l'âge de seize ans qu'il est entré au séminaire de Logroño, où sa famille était venue s'installer.

Devenu prêtre pour pouvoir répondre plus aisément à un appel de Dieu à entreprendre «quelque chose», il n'en avait distingué clairement les contours que le 2 octobre 1928, alors qu'il se trouvait à Madrid depuis plus d'un an, en charge de l'aumônerie d'une Fondation pour les malades. En ce deuxième jour d'une retraite, il avait «vu» la nécessité d'ouvrir dans l'Église une nouvelle voie, qu'emprunteraient de nombreux

chrétiens pour rechercher la sainteté au cœur du monde et en appeler d'autres à se sanctifier et à sanctifier leur profession, leur vie de famille, toutes les activités humaines. Après un court temps d'hésitation, il avait cherché des étudiants (et à partir de février 1930, des jeunes femmes) susceptibles de s'engager dans cette grande aventure.

L'Espagne connaît alors de grandes tensions sociales. Son niveau de développement est celui de la France de 1898. La monarchie est fragile. Le général Primo de Rivera, appelé en 1923 par Alphonse XIII pour tenter un redressement, a dû se retirer en 1930, sous la pression de l'opinion. Le 14 avril 1931, la gauche obtient une victoire symbolique aux élections. Le roi s'exile. La République est proclamée.

Une bonne partie des catholiques appuie le nouveau régime. Mais les

socialistes et les radicaux, majoritaires après les élections législatives et constituentes de 1931, limitent les activités de l'Église. Les religieux ne peuvent plus enseigner. Les membres de la Compagnie de Jésus doivent s'exiler. Fin 1933, une majorité de centre et de droite s'efforce de modérer l'application des lois anticléricales. À partir d'octobre 1934, les partis et les syndicats révolutionnaires harcèlent le gouvernement. Une rébellion est écrasée dans les Asturies. Lorsque le Front populaire gagne les élections législatives de février 1936, le régime se radicalise encore davantage.

Josémaría Escrivá avait vécu douloureusement les mesures prises en 1931 contre les religieux, notamment l'expulsion des jésuites (il a une grande vénération pour saint Ignace et son confesseur est un Père de la Compagnie). En 1936, conscient des responsabilités qu'il

assume vis-à-vis de ce qu'il considère comme une «Œuvre de Dieu», il veut développer celle-ci en Espagne et ailleurs. «Je ressens la nécessité, l'urgence d'ouvrir des maisons en dehors de Madrid et en dehors de l'Espagne, écrit-il le 13 février. Je sens que Jésus veut que nous allions à Valence et à Paris. Et une campagne de prière et de sacrifices a déjà commencé, pour jeter les bases de ces deux installations»¹. L'évêque de Madrid, Mgr Eijo y Garay l'encourage dans ces projets.

Une centaine d'étudiants gravitent autour de la résidence qu'il a ouverte. Quelques-uns d'entre eux se sont engagés dans l'Opus Dei. Quelques femmes le suivent aussi de leur côté. L'idée de chercher la sainteté au milieu du monde, sans abandonner leurs occupations professionnelles, a enthousiasmé ces jeunes. Leurs engagements politiques sont très divers, voire opposés (il y a

notamment parmi eux des Basques, attachés à la République et à leurs libertés régionales). Mais leur «dénominateur commun», c'est la foi chrétienne et le désir de vivre l'idéal proposé par Josémaria Escriva et de le propager autour d'eux.

«Le Père», comme ils l'appellent, leur dit sans cesse que l'Opus Dei n'a pas été fondé pour telle ou telle classe sociale, à un moment donné: «Nous devons toujours être face à la multitude, car il n'est pas de créature humaine que nous n'aimions, que nous ne nous efforcions d'aider et de comprendre. Toutes nous intéressent, car toutes ont une âme à sauver»². Il n'a pas été non plus inspiré par le simple souci de réagir aux événements. L'Opus Dei, expliquait-il en 1934 à ceux qui le suivaient, n'a pas été imaginé par un homme «pour résoudre la situation lamentable de l'Église en Espagne depuis 1931 (...) Nous ne sommes pas

une organisation née des circonstances (...) Nous ne venons pas répondre à un besoin particulier d'un pays ou d'une époque déterminée ; le Seigneur veut que son Œuvre soit, dès le premier instant, radicalement universelle, catholique»³. Le lien qui vous unit, insistait le fondateur, «est de nature exclusivement spirituelle... Ce qui exclut toute idée ou toute visée politique ou partisane»⁴. Seule compte pour lui la force de l'appel à se sanctifier dans le monde et à sanctifier le monde.

Le soulèvement militaire

Dans les premiers jours de juillet 1936, tandis que la résidence est transférée au n° 16 de la rue Ferraz, en face d'une caserne qui sert de dépôt d'armes, le Cuartel de la Montaña, deux membres de l'Opus Dei se rendent à Valence pour y chercher une maison. Le 17, ils

apprennent qu'un soulèvement militaire vient de se produire à l'instigation du général Mola. Le 18 juillet, le général Francisco Franco qui commandait aux Canaries, se rend au Maroc où il prend la tête de l'armée d'Afrique. Le premier octobre, il cumulera tous les pouvoirs.

À Madrid, le 19 juillet, le Cuartel de la Montaña est pris d'assaut par des miliciens. Tard dans la nuit, des coups de feu sont encore échangés. Au lever du jour, une intense canonnade prélude à l'assaut de la caserne. Des balles ricochent sur la façade de l'immeuble. Le Père et deux jeunes qui l'accompagnent traversent une foule de miliciens brandissant des fusils. Il se réfugie chez sa mère, dans un immeuble proche. On entend sur les toits les pas des miliciens qui cherchent les tireurs embusqués. Il prend des nouvelles de tous, prie, tente de

rassurer sa famille. Sur le cahier qu'il tient, on lit son inquiétude sur le sort des premiers membres de l'Opus Dei et sa douleur de ne plus pouvoir dire la messe. Il apprend que son église rectorale a brûlé. Le 19 et le 20 juillet, trente-quatre bâtiments religieux sont incendiés et une dizaine d'églises sont pillées à Madrid⁵. La chasse aux prêtres s'organise. Un ami de Josémaria, le Père Pedro Poveda, fondateur de l'Institution thérésienne, est assassiné le 28⁶.

Le 8 août commence pour le fondateur une longue pérégrination dans Madrid, à la recherche de refuges sûrs. Les premiers membres de l'Opus Dei se trouvent soit dans les zones tenues par les insurgés (les «Nationaux»), soit dans celles des «Républicains». Dans le deuxième cas, ils n'ont pas intérêt à dire qu'ils sont catholiques pratiquants, car ils peuvent être arrêtés de ce fait.

Le 14 août 1936, alors que l'Espagne est divisée en deux zones inexpugnables, Pie XI fait part de son angoisse: «On dirait qu'un plan satanique a ravivé dans l'Espagne voisine, de façon encore plus vive, cette flamme de haine et de persécution ouvertement déclarée et qui semble dirigée vers l'Église et la religion catholique»⁷.

Le 7 octobre, on réussit à faire entrer don Josémaria dans une clinique psychiatrique où sont déjà cachées plusieurs personnes. Pour ne pas être dénoncé par les infirmières, il doit jouer les malades mentaux. À la mi-mars de l'année suivante, don Josémaria, accompagné de son jeune frère, gagne la légation du Honduras, où il est rejoint par trois membres de l'Opus Dei. D'autres trouvent refuge également dans des légations, ou sont emprisonnés.

Don Josémaria reste en contact avec ceux qu'il accompagnait spirituellement, par l'intermédiaire du plus ancien membre, l'ingénieur Isidoro Zorzano. Il envoie aussi des lettres sommairement codées où, pour déjouer la censure et ne pas mettre en danger la vie de ses correspondants, il apparaît comme un «grand-père», qui écrit à ses «petit-fils».

Dans l'ambiance confinée et tendue de la légation, où d'autres personnes sont réfugiées, Josémaria et ses compagnons, entassés dans une pièce, donnent un exemple de sérénité, s'abstenant de s'associer aux manifestations de joie qui saluent les victoires des Nationaux. On l'entend parfois murmurer: «C'est horrible, c'est une tragédie!»⁸ Il prie intensément et offre des pénitences très dures pour obtenir que la paix revienne.

Depuis le mois d'octobre 1936, les milices révolutionnaires tiennent le haut du pavé dans les zones contrôlées par les Républicains. Les Brigades internationales, créées par le Komintern, sont venues renforcer l'armée gouvernementale. Les tchékas, tribunaux révolutionnaires d'exception, ont proliféré, jusqu'à ce que les communistes, prenant le contrôle de la Junte de défense de Madrid, imposent leur ordre. Au printemps de 1937, ils s'allient aux socialistes pour éliminer physiquement une partie des anarchistes. Ils seront bientôt maîtres du pouvoir, alors que les Nationaux sont aux portes de la capitale.

Prêtre clandestin dans Madrid

À la fin du mois d'août 1937, muni d'un document qui le présente comme intendant de la légation du Honduras, le Père sillonne à ses

risques et périls les rues de Madrid, apportant réconfort et donnant la communion à des personnes qui n'ont pas vu de prêtre ni assisté à la messe depuis plus d'un an. Il porte le Saint-Sacrement dans un étui à cigarettes placé dans une housse aux couleurs du Honduras. Il continue aussi de former et d'assister les membres de l'Opus Dei qui se trouvent à Madrid, et tente d'obtenir des nouvelles de ceux qui sont dispersés en différents points du territoire, là où l'insurrection de juillet 1936 les a trouvés.

Toute imprudence peut lui être fatale. Les prêtres constituent 18% de ceux qui ont été arrêtés, puis fusillés, lors de ce que l'on appelle pudiquement les «promenades», autrement dit les arrestations à domicile suivies d'exécutions immédiates. Plus d'un quart des prêtres jugés par les tribunaux

populaires seront considérés comme des ennemis du régime⁹.

L'été 1937, le retentissement international d'une lettre collective des évêques espagnols a pour effet de freiner quelque peu les persécutions. Les catholiques basques, protégés par un statut d'autonomie, continuent, eux, de célébrer publiquement leur culte. On trouve même un ministre catholique de la Justice, le basque Manuel Irujo, dans le gouvernement Negrín, formé en mai.

Le 9 janvier 1937, le même Irujo avait présenté au président Largo Caballero un mémorandum destiné à le convaincre, preuves à l'appui, que la persécution religieuse causait du tort à la jeune République espagnole. Le gouvernement n'ayant pas donné suite à ses propositions de liberté de culte, il revient à la charge le 31 juillet, en présentant un nouveau

projet au cabinet Negrín, qui décide de ne rien faire. C'est seulement le 30 avril 1938 que le gouvernement, pour essayer d'améliorer son image sur la scène internationale, manifestera publiquement sa volonté de respecter la liberté de conscience et d'assurer le libre exercice des croyances et des pratiques¹⁰. Mais cette déclaration restera de pure forme. Depuis l'été 1937, les Républicains ont perdu leur supériorité numérique. Les forces s'équilibrant, le conflit risque de durer.

Le Père apprendra la mort au front de deux de ceux qui s'étaient engagés dans l'Opus Dei. On lui annonce aussi que l'on aurait pendu près du domicile de sa mère un passant que l'on aurait pris pour lui. Dans une lettre aux membres qui sont restés à Valence, il y fait allusion avec détachement: «Imaginez la tête du grand-père [lui-même] apprenant

une pareille nouvelle [...] Qu'aurait-il souhaité de plus, le pauvre, lui qui était moribond dans un bon lit d'une clinique de luxe! [allusion à son dernier refuge]. Ou plus exactement: cette façon de mourir (normale, sans bruit ni spectacle), comme un cochon de bourgeois, est bien plus en accord avec sa vie, son œuvre et son chemin. Mourir comme ça — Ô, don Manuel [mis ici pour Dieu] —, mais fou, du mal d'Amour»¹¹. «Jamais, ni avant ni après 1936, écrira-t-il le 31 mai 1943, je ne suis intervenu directement ni indirectement en politique: si j'ai dû me cacher, traqué comme un criminel, ce n'est que pour confesser ma foi, même si le Seigneur ne m'a pas jugé digne de la palme du martyr. En l'une de ces occasions, on a pendu, en face de la maison où nous vivions, un homme qui avait été pris pour moi»¹².

Les 20 et 21 septembre 1937, il prêche une retraite à sept jeunes

gens. Par mesure de prudence, les retraitants passent d'un appartement à un autre après chaque causerie d'une demi-heure. Il prêche également à des religieuses, qui se cachent dans des appartements.

En dépit de l'échec de ses tentatives pour fuir la capitale, le fondateur reste optimiste quant à l'avenir des apostolats de l'Opus Dei: «Grâce à don Manuel, nous ne pouvons pas douter du succès de l'affaire que dirige notre famille», écrit-il, toujours en langage codé, à Valence, le 25 août. Il ajoute: «Bien sûr, il y aura des contretemps, mais les hommes grandissent devant les obstacles. Allons, allons! D[ieu] et audace, n'est-ce pas? Eh bien, vivons à tout instant, dans l'assurance du succès». Il parsème sa correspondance de «Don Manuel en sait plus long», tout en envisageant la possibilité de sa disparition (il recommande de poursuivre «l'affaire familiale», pour

le cas où lui-même serait amené à «laisser filer la corde»).

Le chemin de la liberté, à travers les Pyrénées

Mais Josémaria Escriva doute de la conduite à tenir: rester à Madrid pour s'occuper des membres qui y demeurent, mais sans liberté de mouvement et au risque du martyre ; ou passer dans la zone nationale pour tenter de retrouver les autres et poursuivre son apostolat au grand jour. Il a beau prier et réfléchir, il n'arrive pas à déterminer où est son devoir.

Il apprend qu'il est possible de rejoindre l'autre zone en passant par les Pyrénées et la France. La frontière est étroitement surveillée et l'on fusille les fuyards quand on les capture. Le Père se décide pourtant. Le 6 octobre, après s'être procuré des papiers d'identité, il se rend à Valence avec un membre de l'Opus

Dei, Juan Jiménez Vargas. Avec deux autres, il gagne Barcelone, où cinq jeunes gens les rejoindront, pour une expédition qui durera vingt-trois jours, à partir du 16 novembre 1937. En plusieurs étapes, de plus en plus éprouvantes, ils gagnent à pied la montagne puis, guidés par des passeurs, ils franchissent vallées et monts escarpés, par des chemins de contrebandiers et de muletiers. À plusieurs reprises, le fondateur sera de nouveau confronté au dilemme: continuer ou revenir sur ses pas? Une certaine nuit, le débat de conscience est si dramatique qu'il n'en sort que grâce à ce qu'il considère comme un signe transmis par la Vierge. Dès lors, il se résout à poursuivre son chemin, certain désormais d'accomplir ainsi la volonté de Dieu.

Après avoir escaladé les flancs de plusieurs sommets, ils pénètrent en Andorre le 2 décembre. De là, ils

traversent la frontière française le 10 décembre et font étape à Saint-Gaudens. Le lendemain, après une messe à Lourdes, l'expédition se disperse, ayant franchi la frontière à Hendaye.

Don Josémaria fixera bientôt sa résidence provisoire à Burgos, où certains de ses fils viendront le rejoindre par périodes ou à la faveur de permissions.

À Burgos

Le Père a obtenu du vicaire général de Madrid un feu vert pour poursuivre son apostolat, qu'il lui a exposé en détail, afin qu'il en informe l'évêque, Mgr Eijo y Garay, replié à Vigo en Galice. C'est à ce moment que les deux ecclésiastiques prennent vraiment conscience de la dimension de don Josémaria en tant que fondateur.

Il se trouve que celui-ci connaît à Burgos de nouveaux doutes, sur fond d'épuisement et de maladie. Il ne cesse pourtant de correspondre avec les jeunes gens qu'il a dirigés avant la guerre, de rendre visite à certains d'entre eux au front, au terme de voyages éprouvants en chemin de fer. Le 7 juin 1938, il se trouve même aux portes de Madrid, où un jeune lieutenant a été blessé. Des combats acharnés se déroulent alors sur plusieurs fronts, entre autres celui de Teruel et celui du nord de l'Aragon. En mars 1938, les Nationaux ont mené une offensive en direction de la Méditerranée. En juin, ils s'emparent de Castellon.

Josémaria Escriva, redoutant d'être mêlé au combat alors qu'il est prêtre, a décliné la proposition qui lui a été faite de devenir assesseur juridique militaire au Service des Affaires ecclésiastiques, ce qui lui aurait permis de se rendre plus facilement

sur les différents fronts. Il continue de s'abstenir de tout commentaire susceptible de susciter des divisions et d'occulter le message qu'il porte. Sa manière de réagir à la guerre est de prier et de se livrer à des pénitences et à des jeûnes littéralement extraordinaires, en réparation pour les horreurs commises.

Le sort et la persévérance de ceux qui se sont engagés dans l'Opus Dei avant la guerre constituent son grand souci. Il écrit dans un cahier, le 17 janvier 1938: «Je célèbre le Saint Sacrifice pour moi, prêtre pécheur (...) Et dans l'action de grâces, brève et distraite pourtant, j'ai bien vu que c'est de mon amour et de ma foi, de ma pénitence, de ma prière et de mon activité que dépend en grande partie la persévérance des miens et, même maintenant, leur vie terrestre»¹³.

Le conflit se prolonge. Le fondateur pense au moment où il pourra rentrer à Madrid, fonder une nouvelle résidence, former des étudiants, d'où viendront des vocations, en Espagne et dès que possible dans d'autres pays. Sa correspondance et ses notes intimes révèlent que les événements n'infléchissent en rien sa fidélité à la mission reçue. Son horizon demeure le monde.

À Burgos, il fait la connaissance d'ecclésiastiques, de professeurs d'université, d'hommes de professions très diverses auxquels il parle de l'appel adressé à tous à chercher la plénitude de la vie chrétienne au milieu des occupations ordinaires et à transformer la société grâce à la force de l'Évangile. Aux heures les plus sombres, le fondateur ne perd jamais sa confiance dans l'avenir de cette «Œuvre» qui pour lui n'a jamais cessé d'être «de Dieu».

Le 26 mai 1937, alors qu'il crache le sang, il note: «Je ne crains pas la mort, malgré ma vie pécheresse, car je me souviens de ton Amour: le typhus, la tuberculose ou une pneumonie..., ou encore quatre balles dans la peau. Qu'importe!»¹⁴ À l'évêque de Vitoria, il confie qu'il a besoin de «cinquante hommes qui aiment Jésus-Christ par dessus tout»¹⁵. «Comme j'ai hâte que cette guerre finisse!», confie-t-il à quelqu'un qui est au front. «Nous pourrions alors en commencer une autre, plus dure encore, peut-être, mais bien à nous. Et je crois qu'il nous faudra peut-être vivre des années de terribles restrictions. Qu'importe: si nous portons aussi au maximum nos efforts, le Seigneur nous tirera d'affaire avant, davantage et mieux que nous ne pourrions l'espérer». Sa «guerre de paix», ce sera toujours et encore le combat intérieur, aboutissant à plus de sainteté et à l'éclosion de

nombreuses vocations pour l'Opus Dei, dont l'expansion pourra alors reprendre, au service de l'Église.

Le 14 mars 1937, Pie XI publie une encyclique, *Mit brennender Sorge*, qui condamne clairement le nazisme. Elle ne sera publiée en Espagne qu'en 1938. Dès qu'il peut se la procurer, Josémaría Escrivá se fait un devoir de la diffuser, voyant ses compatriotes plus sensibles au danger communiste qu'aux perversions du régime de Hitler¹⁷.

Un épisode donne une idée du climat qui règne alors à Burgos. Pedro, un jeune membre de l'Opus Dei qui travaille au Quartier général, fils d'un «libéral», maire adjoint et président provincial du Front populaire d'Albacete, est soupçonné d'être un espion des «rouges» par un fonctionnaire originaire de cette ville du Levant espagnol. Dans ce contexte de guerre civile, une telle accusation

est redoutable. Le 20 juillet 1938 au matin, l'abbé Escriva se rend au bureau du dénonciateur, qui campe sur ses positions: coupable ou non, le fils doit payer pour le père, crie-t-il, ulcéré de voir le jeune homme à l'arrière, alors que ses propres fils sont sur le front. «On aurait dû les fusiller, au lieu de les mettre en prison, quand Albacete était à nous!», ajoute le fonctionnaire, en pensant à tous ceux qui étaient alors suspects de sympathies républicaines. «Mais vous laisseriez à peine trois Espagnols vivants sur cent!», réplique le fondateur. Au milieu de l'après-midi, il apprend que l'accusateur a été terrassé par une crise cardiaque, juste après son départ. Pedro peut reprendre son travail¹⁸.

La préparation de *Chemin*

Le fondateur part prêcher deux retraites au pays basque. Il complète

amplement un livre de considérations spirituelles, déjà publié en 1934. Ses points de méditation, optimistes et toniques, sont un prolongement de la prédication de l'auteur depuis le début des années trente. C'est tout un plan de vie chrétienne qui est proposé à des chrétiens plongés dans le monde. Il n'y est fait qu'exceptionnellement allusion à la guerre, et pour en tirer des leçons ascétiques: la purification imposée par l'épreuve et l'appel à se donner pour de bon¹⁹. Escriva ne parle que de prière, de vie eucharistique, de piété mariale, d'abandon à la volonté de Dieu, de lutte intérieure, d'esprit d'enfance, d'amour de l'Église, etc. S'écartant du national-catholicisme régnant en Espagne à l'époque, il prône la compréhension mutuelle, la largeur de vue, appelle à l'initiative des laïcs, à un apostolat à la mesure du monde et dans tous les milieux... L'ouvrage sera imprimé à Valence, le

29 septembre 1939, sous le titre de *Camino (Chemin)*.

La fin de la guerre

Fin 1938, la guerre entre dans sa phase la plus meurtrière, avec une puissante offensive des Républicains sur le cours inférieur de l'Èbre, suivie d'une contre-offensive des Nationaux. Le 10 octobre, trois jeunes gens qui se sont enrôlés à Madrid dans l'armée républicaine réussissent à traverser le front de Somosierra (province de Guadalajara). Parmi eux, Álvaro del Portillo, futur collaborateur immédiat et successeur du fondateur. Le 14, ils rejoignent celui-ci à Burgos.

L'abbé Escriva ne cesse de prier pour que le conflit cesse: «Prière, prière et prière: c'est là la meilleure artillerie». Ses lettres restent empreintes de confiance: «Le mot qui doit être la caractéristique de votre

état d'esprit pour la reprise des activités ordinaires d'apostolat, c'est Optimisme. Il est vrai que la révolution communiste a détruit notre foyer et dispersé les moyens matériels que nous avions réunis, au prix de tant d'efforts. Il est vrai également que notre entreprise surnaturelle a subi, en apparence, la paralysie de ces années de guerre. Et que la guerre a été pour certains de nos frères l'occasion de se perdre... À tout cela je vous réponds que, si nous ne nous écartons pas du chemin, les moyens matériels ne seront jamais un problème que nous ne puissions résoudre facilement, par notre propre effort ; que cette Œuvre bouge, vit, a des activités fécondes, comme le blé qu'on a semé germe sous la terre gelée».

Le 5 février 1939, le président de la République, Manuel Azaña, quitte le territoire espagnol. Le 9, les troupes nationales prennent l'avantage sur

l'armée républicaine dans les montagnes de Catalogne. Le 5 mars, un conseil de Défense se constitue à Madrid en vue de négocier avec Franco. La capitulation de l'armée républicaine du front central est signée le 28 mars à 13 heures.

Le fondateur de l'Opus Dei regagne la capitale dès ce jour. Après dix-huit mois de séparation, il retrouve sa mère, sa sœur et son frère, et les premiers membres de l'Opus Dei, qu'il exhorte «à pardonner, à oublier les torts et les souffrances subis, à les offrir au Seigneur» et à reprendre aussitôt leur apostolat dans leur milieu étudiant.

La résidence est détruite. On emménagera en juillet dans deux appartements destinés à en accueillir une nouvelle. La première expansion de l'Opus Dei va alors commencer, d'abord à Madrid puis à Valence, Valladolid, Barcelone, Séville. Bientôt

ce sera le Portugal, l'Italie et d'autres pays d'Europe (France, Angleterre, Allemagne, Irlande).

L'après-guerre civile

Dans l'ambiance exaltée de l'après-guerre, Josémaria Escriva contribuera à éclairer les consciences sur le caractère anti-chrétien du nazisme, à une époque où, en Espagne, l'attaque de l'Allemagne contre l'URSS favorise l'aveuglement. Il tentera aussi de persuader tous ceux qui comme lui avaient souffert de la guerre, de la nécessité de pardonner et d'éviter de ranger les Espagnols en «rouges» ou «non rouges» (entendant cela, un chauffeur de taxi lui répondra que des gens comme lui auraient dû être fusillés pendant la guerre...²²).

Pie XII, dans un message radiodiffusé du 16 avril 1939, avait exhorté «les dirigeants et les pasteurs de la Catholique Espagne à éclairer l'esprit

de ceux qui s'étaient laissés abuser, en leur montrant avec amour les racines matérialistes et laïcistes d'où procédaient leurs erreurs et leurs malheurs». Prenant Franco au mot, le pape ajoutait: «Et nous ne doutons pas, que tous ceux qui, comme des enfants prodigues, cherchent à regagner la maison du Père, seront accueillis avec bienveillance et amour. C'est à vous, vénérables frères, qu'il revient de conseiller les uns et les autres afin que tous, dans leur politique de pacification, suivent les principes inculqués par l'Église et proclamés avec tant de noblesse par le Généralissime: justice à l'égard du crime et bienveillante générosité à l'égard de ceux qui se sont laissés abuser»²³. Il y aura pourtant au moins 28.000 exécutions après la fin de la guerre et de nombreux Espagnols croupiront en prison durant des années²⁴.

La paix retrouvée et la liberté religieuse rétablie, les relations entre l'Église et le nouveau régime n'en sont pas pour autant exemptes de tensions. Des nominations d'évêques restent en suspens. Franco, tenant pour valable le concordat de 1851 naguère dénoncé par le gouvernement de la République, obtiendra de présenter lui-même les candidats à l'épiscopat. Les membres de l'Opus Dei, attachés comme leur fondateur à leur liberté d'opinion et d'action, refuseront d'être embrigadés collectivement dans le Mouvement national, créé en 1937 et officialisé après la guerre. Certains qui se présenteront à des concours pour des chaires universitaires, seront barrés par des professeurs qui répandront le bruit que l'Opus Dei veut s'emparer de l'Université espagnole. Cette opposition rassemblera paradoxalement des soutiens du régime et des

universitaires «libéraux» ayant conservé leur poste après 1939²⁵.

L'abbé Escriva lui-même sera victime d'une campagne de dénigrement et dénoncé au Saint-Office, à Rome, au motif qu'il serait hérétique de proposer l'idéal de la sainteté aux laïcs. En 1941, dénoncé par des Phalangistes devant le tribunal de répression de la franc-maçonnerie comme instigateur d'une «association judéo-maçonnique», il est finalement relaxé. En ces temps de patriotisme exacerbé, toute suspicion de tiédeur vis-à-vis du régime peut avoir des conséquences graves pour ceux qui en font l'objet.

Josémaria Escriva laissera entendre plus tard que s'il s'était installé à Rome en 1947, c'était non seulement pour rester près du siège de Pierre après l'approbation pontificale de l'Opus Dei, mais aussi parce qu'il voulait prévenir les mauvaises

interprétations que sa présence à Madrid aurait pu susciter. En tant que prêtre, il n'estimera pas avoir la compétence pour s'exprimer sur le régime autoritaire mis en place à la faveur de la guerre civile. C'était à la hiérarchie espagnole de se prononcer. Or celle-ci se contentera de combattre les dérives idéologiques du régime par un magistère d'influence qui ne sera d'ailleurs pas toujours bien admis. Même quand avec le temps, les évêques prendront distance à l'égard du régime, ils n'iront jamais jusqu'à interdire aux catholiques de collaborer avec lui.

Quelques membres de l'Opus Dei accepteront des responsabilités ministérielles dans la dernière période du franquisme, tandis que d'autres, au même moment, exprimeront leurs réserves, voire leur opposition vis-à-vis du régime, quitte à en subir durement les

conséquences²⁶. Escriva laissera les uns et les autres s'engager comme bon leur semble. Mais il n'admettra jamais que l'Opus Dei soit utilisé ou présenté, à cette époque ou dans l'avenir, comme un réservoir politique ou un groupe de réflexion, ni comme un lobby. Il ne l'a pas fondé pour cela. Face aux événements, son attitude personnelle restera sacerdotale. Certes la paix est revenue. Mais il estimera que les mesures en faveur de l'Église ne donnent pas au personnel du régime le droit de monopoliser la représentation des catholiques dans la vie publique, non plus qu'à certains catholiques de se servir du pouvoir comme d'un bras séculier. Il protestera aussi contre l'abus consistant à peindre sur la façade des cathédrales l'écusson de la Phalange, avec la devise: «Tombés pour Dieu et pour l'Espagne»²⁷. Et il se refusera toujours à faire le salut fasciste pendant l'exécution des l'hymnes.

Son comportement et ses écrits le montrent très attaché à la liberté individuelle, comme on peut le constater dans ces points de méditation, rédigés à plusieurs périodes de sa vie et inclus dans un livre posthume publié en 1986 sous le titre de *Sillon*:

C'est une triste chose que d'avoir une mentalité à la César et de ne pas comprendre la liberté des autres citoyens, dans les affaires que Dieu a laissées au jugement des hommes (313).

Si l'autorité se transforme en un autoritarisme dictatorial et que cette situation se prolonge dans le temps, on perd la continuité historique, les personnes qui gouvernent meurent ou vieillissent, des gens sans expérience de direction arrivent à l'âge mûr et la jeunesse, inexpérimentée et agitée, veut prendre les rênes: combien de maux!

et combien d'offenses à Dieu (celles que l'on fait siennes et celles d'autrui) retombent sur celui qui fait un si mauvais usage de l'autorité! (397).

Ou encore cette sentence tranchante: Les hommes médiocres, médiocres tant par leur intelligence que par la médiocrité de leur esprit chrétien, quand ils sont investis d'une autorité, s'entourent de sots: leur vanité les persuade, à tort, que de la sorte ils ne perdront jamais leur pouvoir. Les sages, en revanche, s'entourent de personnes compétentes, qui allient le savoir et une vie droite et ils en font des hommes de gouvernement. Leur humilité ne les trompe pas, car, faisant grandir les autres, ils se grandissent eux-mêmes (968).

S'il est vrai que l'auteur a donné à ces réflexions une portée très générale, englobant la société civile, les institutions religieuses et les

mouvements d'apostolat, il paraît impossible que l'observation de la situation politique dans son propre pays n'ait pu aussi les inspirer.

En tout cas, on peut rapprocher des troubles qui ont précédé la guerre civile (et des crises sociales et internationales dont il fut le témoin) cet autre commentaire de Sillon:

C'est par «le sentier d'un mécontentement juste» que les masses sont parties et qu'elles sont en train de partir. Comme cela fait mal!... Mais combien de gens déçus avons-nous fabriqués, parmi ceux qui se trouvent spirituellement ou matériellement dans le besoin! — Il faut introduire de nouveau le Christ parmi les pauvres et les humbles: c'est précisément chez eux qu'Il se trouve le plus à l'aise (228).

François GONDRAND, Diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris

Diplômé d'études approfondies d'espagnol (Université de Paris X)

Notes

1. *Carnets intimes*, n. 1315 (13 février 1936) et 1318 (28 février 1936), dans VAZQUEZ DE PRADA A., *Le fondateur de l'Opus Dei*, vol. 1, *Seigneur, que je voie!*, tr. G. Grenet, Paris, le Laurier, 2001, p. 580. Par la publication de ces Carnets et de lettres inédites, cet ouvrage en trois volumes renouvelle complètement le sujet.

2. *Ibid.* p. 299.

3. Instruction, 19 mars 1934, citée dans GONDRAND Fr., *Au pas de Dieu, Josémaria Escriva, fondateur de l'Opus Dei*, Paris, éd. France-Empire, 1991, p. 105.

4. Lettre, 9 janvier 1932, *Ibid.* p. 85.

5. CARR R., *La tragedia española. La Guerra Civil en perspectiva*, Madrid, Alianza, 1977, p. 111.

6. Jean-Paul II a canonisé le P. Poveda à Madrid le 4 mai 2003.

7. *L'Osservatore Romano*, 15 août 1936.

8. Témoignage de José Luis Rodríguez Candela Manzaneque, consul du Honduras, cité par VAZQUEZ DE PRADA A., *Le fondateur de l'Opus Dei*, vol. 2, *Dieu et audace*, Paris, le Laurier, 2003, p. 89.

9. Cf. *Ibid.* p. 22.

10. Cf. CERVERA GIL J., *Madrid en guerra. La ciudad clandestina*, 1936-1939, Madrid, Alianza, 1998, p. 225-6 et IRUJO M., *Memorias, I y II, Un vasco en el Ministerio de Justicia*, Buenos Aires, Ekin, 1944, p. 155-159.

11. Cf. VÁZQUEZ DE PRADA A., *Le fondateur...*, vol. 2 (cité *supra*, n. 8), p. 145-148.

12 Lettre du 31 mai 1943, n. 45, *Ibid.*, p. 148.

13. VÁZQUEZ DE PRADA A., *Le fondateur...*, vol. 2 (cité *supra*, n. 8), p. 262-263.

14. *Ibid.* p. 286.

15. *Ibid.* p. 296.

16. *Ibid.* p. 300.

17. Cf. DEL PORTILLO A., *Entretien sur le fondateur de l'Opus Dei*, Paris, le Laurier, 1993, p. 31. C'est grâce à quelques bulletins ecclésiastiques et à la revue des jésuites *Razón y fe* que l'encyclique finira par être connue.

18. Cf. VÁZQUEZ DE PRADA A., *Le fondateur...*, vol. 2 (cité *supra*, n. 8), p. 321-328.

19. Cf. *Chemin*, 311: «La guerre est le plus grand obstacle dressé sur le chemin facile».

20. VÁZQUEZ DE PRADA A., *Le fondateur...*, vol. 2 (cité *supra*, n. 8), p. 360.

21. *Ibid.* p. 361-362.

22. *Ibid.* p. 410.

23. Cf. *Acta Apostolicæ Sedis*, vol. 31 (1939), p. 151-154.

24. Cf. *La Guerra Civil. Una nueva visión del conflicto que dividió España*, éd. S.G. PAYNE et J. TUSSELL, Madrid, Alianza, 1996, p. 598-604; MARTÍN RUBIO A.D., «Las pérdidas humanas (a consecuencia de la Guerra Civil española)», dans *La Guerra Civil Española (setenta años después)*, éd. M. ALONSO BAQUER, Madrid, Actas, 1999, p. 321-365; REDONDO G., *Política, Cultura y Sociedad en la España de Franco*

(1939-1975), t. 1, *La configuración del Estado español nacional y católico* (1939-1947), Pampelune, Eunsa, 1999, p. 105-108.

25. Cf. DEL PORTILLO Á., *Entretien...* (cité *supra*, n. 17), p. 36; COVERDALE J., *La Fundación del Opus Dei*, Barcelone, Ariel, 2002, p. 317-318.

26. Le fondateur de l'Opus Dei, alors qu'il résidait à Rome, demanda deux audiences à Franco, l'une en novembre 1953, pour défendre l'honneur (non les positions politiques) de Rafael Calvo Serer, démis de ses charges au Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique; l'autre en 1960, pour tenter de lever les obstacles mis à la reconnaissance comme université catholique de plein droit du *studium generale* qu'il avait fondé à Pampelune. Cf. DEL PORTILLO A., *Entretien...* (cité *supra*, n. 17), p. 37, 38, p. 257-258; VAZQUEZ DE PRADA

A., *Le fondateur de l'Opus Dei*, vol. 3, *Les chemins divins de la terre*, Paris, 2004, ch. 22, note 172.

27 Cf. DEL PORTILLO A., *Entretien...* (cité *supra*, n. 17), p. 35.

28. Deuxième édition française, Paris 1998.

***Nouvelle Revue Théologique* (Tome 127 n°1 janvier-mars 2005),
Bruxelles**

.....

pdf | document généré
automatiquement depuis [https://
dev.opusdei.org/fr/article/le-fondateur-
de-lopus-dei-dans-la-guerre-despagne-
josemaria-escriva-de-
balaguer-1902-1975/](https://dev.opusdei.org/fr/article/le-fondateur-de-lopus-dei-dans-la-guerre-despagne-josemaria-escriva-de-balaguer-1902-1975/) (7 août 2025)